

Happy Birthday M. President : quelques souhaits à François Hollande (et surtout à la France)



Ce n'est pas à la Lanterne que François Hollande souffle ses soixante bougies ce mardi 12 août, mais dans le sud-est de la France, en un lieu tenu secret. Ce que l'on sait en revanche, c'est ce qu'on peut lui souhaiter pour faire repartir son quinquennat - et la France - de l'avant !

Avec Nicolas Goetzmann
Avec Jean Petaux

En ce jour si particulier, formulons le souhait que le président de la République...

1. qu'il modifie sa pratique du pouvoir même s'il est difficile de changer sa manière de faire

Jean Petaux : La pratique que François Hollande semble avoir du pouvoir n'est pas éloignée de sa conception des rapports humains : pas d'autoritarisme exprimé, pas de "colères" au sens d'explosion violente ou de fulgurance dans une envolée qui ferait trembler les murs. **François Hollande est et demeurera toujours une personnalité de compromis, de synthèses mêmes minimalement acquises.** Récemment, dans un témoignage tout à fait personnel, le nouveau secrétaire général de l'Elysée, Jean-Pierre Jouyet, a raconté précisément la réaction de François Hollande lorsqu'il a accepté d'entrer dans le gouvernement Fillon en qualité de ministre délégué aux Affaires européennes, en 2007. L'attitude de l'actuel président a été tout à fait conforme à son style et à sa manière d'être : aucune expression verbalisée de sa déception, du sentiment de trahison qu'il a ressenti : un silence total, une rupture sans préavis et plus aucun signe de vie pendant de nombreux mois. **Quand on fonctionne ainsi il est difficile sans doute de clarifier quoi que ce soit avec tel ou tel, y compris avec le premier ministre actuel.** Mais il serait faux de considérer que François Hollande est original ou innovant dans sa pratique. Le général de Gaulle, connu pour ses magnifiques colères, était aussi un "prince de l'ambivalence". En bon stratège militaire et saint-cyrien qu'il fût, il savait parfaitement que pour emporter une décision il n'était pas forcément nécessaire d'être transparent. Quant à François Mitterrand, à bien des égards une sorte de "modèle" pour François Hollande, au sens des codes acquis au début de l'engagement public pour ce dernier, l'ambiguïté et l'ombre étaient ses domaines, tant et si bien que la formule du Cardinal de Retz, "On ne sort de l'ambiguïté qu'à ses dépens", aurait pu figurer en "base-line" comme disent les communicants sous les armoiries présidentielles de l'homme du 10 mai 81. La question de la définition des rôles porte d'ailleurs une partie de la réponse : "définir quoi" ?... Les rôles entre Montebourg et Sapin ? Mais sous la Vème République il y a toujours eu une bagarre plus ou moins feutrée entre l'Economie et les Finances (ou le Budget, autre appellation). On se souvient encore et récemment des relations entre Christine Lagarde et François Baroin par exemple... **Mieux définir les rôles entre l'Elysée et Matignon ? Mais là encore, les rôles sont assez clairs : la Vème République a mis le pouvoir à l'Elysée, le vrai pouvoir, le "droit de grâce" du président sur le premier ministre.** Tout le reste relève de l'écume. Même si celle-ci est déterminante dans l'appréciation au quotidien de la situation. C'est ainsi qu'on a pu voir, incontestablement, une amélioration du fonctionnement de la machine gouvernementale depuis l'arrivée de

Manuel Valls à Matignon. Non pas parce que ce dernier a reçu des consignes strictes de la part du "Château" comme on disait sous Mitterrand, non pas parce que Valls serait "meilleur" qu'Ayrault dans cet exercice, mais tout simplement parce qu'en dehors d'Arnaud Montebourg peu de ministres existent politiquement à côté de Matignon. **Donc, dans les faits, ce sont plus les circonstances que les volontés qui dictent les conduites et les pratiques. Au final j'aurais tendance à penser que François Hollande ne peut pas changer grand-chose à sa manière de faire. Ce qui est sans doute la pire des réponses pour lui...**

2. qu'il clarifie sa ligne politique même si cette majorité politique est condamnée à le suivre

Jean Petaux : La question de la clarification de la ligne politique est indissociable de celle qui concerne les relations avec les acteurs et l'exercice du pouvoir. De ce fait la réponse sur la ligne politique recouvre celle que je viens de formuler sur la pratique. **Mais j'ajouterais que, paradoxalement, François Hollande me semble beaucoup plus clair pour ce qui est la détermination de sa ligne politique que dans sa manière de gérer les relations de pouvoir.** Et cela pas seulement depuis la fameuse conférence de presse du 14 janvier dernier. François Hollande est sur une ligne "social-démocrate" (on peut aussi dire "social-libérale", c'est peu ou prou la même chose). **Il a clairement revendiqué le développement d'une politique de l'offre, rompant ainsi avec un dogme fondateur du PS depuis longtemps qui fondait toute intervention économique sur le soutien à la demande.** Il est allé très loin dans la politique de la main tendue au patronat. Tout cela contre une partie de sa majorité politique. Pour autant tous ces éléments ne sont pas non plus particulièrement révolutionnaires chez cet homme dont tout le parcours politique, depuis l'origine, est celui d'un dirigeant de centre-gauche plutôt intéressé par Mendes et Delors que par Marceau Pivert (leader de l'aile gauche de la SFIO sous Léon Blum) et encore moins par Jules Guesde. Je pense que très précisément François Hollande sait que les postures "gauchisantes", pour confortables qu'elles soient, sont assez irresponsables dans la durée. Que les faits sont plus têtus que les idées (hélas) et que la réalité rattrape vite les amateurs de lyrisme. Alors pour ce qui concerne les relations avec la majorité politique elles continueront à aller cahin-caha. Avec une prochaine défaite annoncée (reste à en connaître l'ampleur compte-tenu de la colère ou de l'inquiétude des élus locaux, "grands électeurs") aux prochaines sénatoriales et des élections régionales en novembre-décembre 2015 qui seront sans doute assez catastrophiques pour la majorité gouvernementale. **Peu importe le degré de clarification avec cette même majorité politique : elle est condamnée à suivre.** Drôle d'anniversaire pour le président donc, ce 12 août 2014. Pas beaucoup de cadeaux prévus pour entamer sa décennie des 60 ans. Souhaitons-lui néanmoins un "Happy birthday Mister President"... Avec une pensée pour Marilyn. Mais de cela on ne parle pas car... : "les affaires privées se traitent en privé" et il en va bien ainsi.

3. prenne pleinement conscience de la nature de la crise et mette en œuvre une politique au service de la croissance (c'est en cours)

Nicolas Goetzmann : Il s'est manifestement passé quelque chose lors du séminaire gouvernemental du 1er août. 15 Jours plus tôt, lors de l'interview du 14 juillet François Hollande prétendait encore que la "reprise" était là. Suite au séminaire, Manuel Valls a anticipé "une rentrée difficile" pour les Français, et deux jours plus tard François Hollande insistait sur l'échec de la croissance en Europe. Il est probable que les premières estimations de croissance pour le second trimestre, qui seront connues ce jeudi, étaient alors sur la table. Et le constat paraît clair : la reprise n'est pas là. Les résultats ne sont pas là. A partir de là, il devient légitime de commencer à se poser des questions sur le remède apporté au pays en termes économiques. **Ce que l'on peut souhaiter à François Hollande, c'est de continuer ce cheminement afin de remettre totalement en question son diagnostic de crise. Faire des réformes de l'offre sans croissance ne produit pas de résultats.** Les réformes de structure, les réformes de l'offre sont nécessaires mais elles ne pourront être menées que lorsque la croissance sera de retour. Et cette question de la croissance repose sur sa capacité de réorientation de la politique européenne.

4. réalise qu'une politique fiscale ne se résume pas à l'impôt sur le revenu

Nicolas Goetzmann : Depuis son entrée en fonction, François Hollande a abusivement usé du recours à l'impôt sur le revenu pour régler les problèmes de déficits. A la fin de l'année 2011, l'Etat avait collecté 50.8 milliards (Insee). Au titre du projet de loi de finance 2014, la somme attendue était de 81.3 milliards, soit une hausse de 60% sur 3 ans. Mais François Hollande n'est pas seul responsable car si l'on intègre le gouvernement précédent, la hausse atteint 76%, ou 35 milliards d'euros. **Les Français sont littéralement "tabassés" par cet impôt. Alors le joyeux anniversaire que l'on peut souhaiter à François Hollande c'est de poursuivre dans cette "nouvelle" voie de réduire cet impôt.** Mais la maigre baisse accordée récemment par rapport au projet de loi de finance initial ne correspond qu'à 1.16 milliard, c'est-à-dire une baisse de 1.5% après une hausse de 60%. Et ici, contrairement à d'autres impôts, la collecte peut être bonne. C'est notamment ce qui est arrivé à la partie concernant le quotient familial, qui a rapporté 550 millions de plus que prévu. Voilà pourquoi l'exercice est renouvelé. Il serait peut-être utile de ne pas oublier que l'impôt sur le revenu a une influence sur l'incitation au travail.

5. renoue avec l'Allemagne une relation équilibrée et constructive

Nicolas Goetzmann : Alors là, vraiment, joyeux anniversaire et surtout bonne chance. **Depuis 2012, les liens entre les deux pays se sont clairement distendus. Le président n'a pu que constater l'hégémonie d'Angela Merkel dans le débat européen.** Son intention de réorienter l'Europe en 2012 a été un échec et l'initiative de 2014 n'a pour le moment rien donné. Un vrai mur. Pourtant les arguments ne manquent pas. Car l'Allemagne a également besoin de plus de croissance et de plus d'autonomie. Au lieu de vouloir absolument transformer tous les pays européens en machines à exportations, il serait peut-être plus intéressant de suivre le modèle américain : que l'économie dépende avant tout du marché intérieur. Cela permet de se mettre à l'abri en cas de choc externe, et cela permet de soutenir une politique étrangère bien plus indépendante. Plus de croissance en Allemagne permettrait de relever les salaires, de sortir de la précarité les 8 millions d'Allemands qui gagnent moins que le smic français, ou de favoriser les 4 millions de personnes ayant un mini job à 400 euros par mois. Cela permettra au pays de dépendre moins de l'extérieur, de se créer un marché de consommateurs plus fort, et d'aller vers une plus grande indépendance.

6. mouille le maillot pour que s'engage en Europe une refonte de la politique monétaire

Nicolas Goetzmann : Afin de contester la politique de la BCE, François Hollande a pris l'habitude d'évoquer la notion de politique de change. **Il est temps, en 2014, de parler de politique monétaire. A force de parler du niveau de l'euro, le discours français sur la monnaie est inaudible.** La valeur de la monnaie est fonction de la politique monétaire, et non l'inverse. Alors même s'il est plus facile de se faire comprendre du grand public en parlant de politique de change ou du niveau de l'euro, c'est aussi la bonne méthode pour se faire renvoyer dans ses buts par la Banque centrale européenne ou par l'Allemagne. Il est nécessaire de parler de politique monétaire, du mandat de la BCE, d'objectifs monétaires, de plein emploi, d'objectif de PIB nominal, d'assumer une certaine technicité et d'argumenter. En prenant le problème de cette façon, la BCE ne pourra plus rien dire puisque la fixation de son mandat dépend des Etats, et non d'elle-même. La discussion aura alors lieu avec l'Allemagne. Et techniquement parlant, en utilisant les ressources de la doctrine anglo-saxonne sur la politique monétaire, il ne sera pas si difficile d'avancer. C'est l'ensemble de l'Europe qui a besoin de croissance, l'Allemagne ne fait pas exception à la règle. Ce sont les positions de principe qui poseront problème, mais il serait insupportable de se décourager par avance.

Pour lire le Hors-Série Atlantico, c'est ici : ["France, encéphalogramme plat : Chronique d'une débâcle économique et politique"](#)

